

60 ANS : EST-CE QUE ÇA NOUS SUFFIT ?

S'il est indispensable pour nous de lutter contre cette réforme des retraites car c'est le droit le plus légitime des travailleurs et des travailleuses de pouvoir s'arrêter de bosser avant de finir épuisé-e-s et diminué-e-s au boulot, le seul retrait ne nous satisferait pas. En effet le système de répartition tel qu'il existe aujourd'hui ne répond en aucun cas à toutes les situations personnelles. Il suffit de citer quelques exemples de parcours de vie (mère ou père de famille ayant pris du temps pour élever ses enfants, travailleur-se-s précaires, chômeur-se-s, personnes ayant des carrières irrégulières ou commencées tard pour cause d'études...) pour réaliser que celui-ci est loin de répondre à toutes les situations.

Un système de répartition ?

La réforme est soi-disant là pour sauver notre système de répartition, elle ne le rendra que plus inégalitaire. Nous proposons à son opposé une vraie solidarité pour que personne ne finisse sa vie dans la misère. Nous devons cesser de voir la retraite comme une capitalisation d'annuités donnant droit à une pension proportionnelle à ce qui a été gagné pendant toutes les années de salariat. Construisons une réelle répartition égalitaire des richesses et pour cela réévaluons les pensions afin de les égaliser. Il suffit de commencer par augmenter les pensions (et le minimum vieillesse) de manière inversement proportionnelle à leur hauteur (c'est à dire en augmentant les pensions les plus basses et en n'augmentant pas les plus hautes). Si les inégalités de salaire horaires nous semblent difficilement justifiables, celles des pensions (chômage, maladie ou retraite) sont totalement indéfendables. Comment expliquer que deux personnes, toutes deux sans activité, puissent avoir de tels écarts de revenus ?

Avec quel argent ?

Il est souvent invoqué le problème du financement lorsque la question des retraites est soulevée. Les possédant-e-s voudraient nous faire croire que le pays est en ruine et qu'il est devenu impossible de subvenir aux besoins des plus âgé-e-s d'entre nous. Il suffit pourtant de regarder autour de nous pour voir les magasins regorger de marchandises de luxe toutes plus inutiles

les unes que les autres, des demeures qui ressemblent aux châteaux de l'ancienne aristocratie, des voitures dont le coût peut représenter une vie de travail pour certain-e-s qui n'y mettront jamais les pieds. Les mêmes qui se pavant dans le luxe nous exhortent à nous serrer la ceinture pour répondre à la crise économique dont ils ou elles sont responsables ou pour gérer le vieillissement de la population. Qui peut croire que nous ne pouvons faire autrement que laisser une partie de la population dans la misère ? Pour que plus personne n'ait à en souffrir, il n'y a aucun besoin de chercher de nouvelles richesses il suffit de répartir celles qui existent.

Comment sortir de l'impuissance ?

Face à la main mise des capitalistes sur le monde, le désespoir est souvent invoqué pour justifier la résignation. Notre destin est pourtant dans nos mains. Nous devons cesser de confier la gestion de nos vies à des soi-disant représentant-e-s (politiques et syndicaux) qui dans le meilleur des cas sont loin de notre vie quotidienne et bien souvent travaillent main dans la main avec les puissants. Prenons dès aujourd'hui la direction de nos affaires en commençant par voter la grève reconductible dans nos assemblées générales sans attendre les consignes de dirigeant-e-s qui ne représentent que leurs intérêts. Menons collectivement la lutte contre les patrons et l'état grâce à l'arme principale des travailleur-se-s : le blocage de l'économie. Ce sera un premier pas vers la grève générale pour imposer le partage égalitaire des richesses.

Pour un autre futur

D'une manière générale construisons dès maintenant une alternative à ce monde injuste en nous organisant sur des bases égalitaires en démocratie directe. En effet la seule revendication qui nous satisfasse pleinement est celle de la construction d'une société de justice sociale dans laquelle chacun-e puisse vivre librement sur un pied d'égalité sociale, politique et économique. Cette société ne pourra advenir sans l'abolition du salariat (forme d'exploitation de l'être humain) et de l'état (principal gardien de ce système inégalitaire et liberticide).

